

CDEN du 7 septembre 2018 - déclaration de l'Unsa
Madame l'inspectrice,

Cet été notre ministre Blanquer a pu convoler en justes noces,
en même temps le divorce a été consommé avec les enseignants qui ont
quitté le Conseil Supérieur de l'Éducation du 12 juillet.

Le SE-Unsa, suite à ce boycott rare, a vivement dénoncé le manque de
dialogue, la politisation des programmes ainsi que le grand bond dans le
passé :

- Par exemple, **sur l'Éducation Morale et Civique (EMC).**

A l'heure où il est plus qu'urgent, face à la montée des extrêmes droites,
de travailler le vivre ensemble, voilà qu'on nous impose un programme
où les valeurs de la République ont vocation à être inculquées pour être
ensuite récitées et appliquées.

L'élève doit savoir et respecter, jamais comprendre comment ces valeurs
sont construites.

Le respect d'autrui, ce mantra ministériel, se réduit à des règles
d'hygiène, un contrôle du langage, du comportement, de la tenue
vestimentaire. Affligeant.

Ces « ajustements » ont évacué toutes les occasions de faire vivre ces
valeurs aux jeunes.

La liberté, l'égalité et la fraternité deviennent des normes à respecter
sans qu'il soit jamais fait état ni de leur construction par les citoyens, ni
des débats qui leur donne leur vigueur. C'est faire bien peu confiance à la
jeunesse de notre pays !

- Publication aussi, fin juillet, de **nouveaux programmes en math et
français**, pour l'école et le collège. Pour une mise en application à la
rentrée 2018.

Bien sur,

- il n'y a eu aucun bilan des programmes précédents,
- il n'y avait aucune demande d'ajustements venant du comité de suivi
des programmes

- aucune demande des représentants des personnels...

mais le ministre a décidé qu'ils devaient être revus.

Le message est celui du retour à « l'autorité des savoirs » et aux
pratiques les plus traditionnelles.

Répétition et entraînements mécaniques sur des tâches de bas niveau.

Cela ne permet d'accéder aux compétences complexes indispensables
pour tous.

Le ministre croit-il vraiment ce qu'il défend ?

A la limite, peu importe, pour le SE-Unsa, une publication fin juillet méprise le travail des personnels.

- Après les programmes, toujours en aout, nous avons dû lire la presse pour connaître **les arbitrages gouvernementaux suite au rapport d'experts « Cap2022 pour l'Éducation »**.

Heure supplémentaire, poste à profil, nouvelle instance...

Rien de convainquant, mais encore une fois apparaît une volonté idéologique clairement « libérale ».

Après les lectures de vacances, le concret de la rentrée :

130 postes attribués au département pour 1500 élèves attendus en plus. Comme 50 sont utilisés pour le dédoublement des CP-CE1 (dans 25 écoles sur plus de 800).

Comme 20 postes sont utilisés pour « solder » des postes utilisés dès l'année précédente.

Il y a en réalité une soixantaine de postes pour 1500 élèves attendus.

Donc

rien à attendre comme amélioration dans le département.

- Pas d'amélioration pour les classes surchargées (des dizaines de classe à plus de 30 élèves),

- Rien pour diminuer le manque de remplaçants,

- Sans parler de la formation des enseignants (avec de nouveaux programmes),

- Et que dire des élèves d'Ulis, d'UPE2A... qui ne sont toujours pas comptés dans les effectifs,

- Et on ne parle même plus des toutes petites sections (TPS), moins de 2% scolarisés.

Rien de mieux, mais du moins bien :

- Avec le retour de fermetures de classe après la rentrée, c'est autant d'écoles désorganisées.

- Du moins bien aussi, avec une innovation : la suppression de poste de plus de maître, au prétexte qu'il n'y a pas eu d'enseignant encore affecté. Une innovation dont nous ne passerions.

Vous comprendrez qu'un tel bilan entraîne un vote contre des personnels.

Madame l'inspectrice,

en cette rentrée les enseignants, eux, ne sont pas à la noce.